

La France 29^{ème} sur les 35 pays de l'OCDE pour sa part d'investissement éducatif au sein des dépenses publiques

L'évolution de la Dépense Intérieure d'Education (DIE) révèle une baisse tendancielle de l'investissement éducatif dans notre pays.

Les données issues du ministère et de l'Insee (Portrait social, novembre 2024¹) font état d'une DIE de 190 Mds d'€ pour 2023. En valeur brute, c'est déjà moins qu'en 2022, mais si l'on compare la DIE par rapport à la richesse totale produite (soit le PIB), c'est pire : elle représente 6,7% de la richesse produite, contre 6,8% en 2022. Mais ce qui saute aux yeux, c'est la tendance sur le long terme, qui révèle une baisse tendancielle d'investissement pour l'éducation depuis les années 2000.

En effet, avec 6,7%, c'est plus d'un point de PIB en moins par rapport à 1995 où la DIE s'élevait à 7,8 % du PIB, alors que nous avons intégré depuis bien plus d'exigences (individualisation, inclusion, orientation...) et plus d'élèves, d'étudiant.es en 2023 que dans les années 1990.

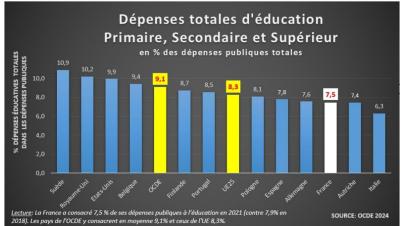


UN INVESTISSEMENT ÉDUCATIF EN BAISSE

Si la France avait consacré en 2023 le même pourcentage de PIB qu'en 1996, il y aurait eu 28,2 milliards d'investissements supplémentaires...soit 45% de moyens en plus dans le budget prévu à l'Education Nationale pour 2025 (avec 63 Mds €).

♣ Ensuite, si l'on regarde la part des dépenses d'éducation parmi le total des dépenses publiques, on s'aperçoit que la France fait pâle figure. Et la tendance est clairement à la baisse, avec 7,5% du total en 2022 contre 7,9% en 2018.

La France est très loin derrière les pays de l'OCDE qui y consacrent en moyenne 9,1% et ceux de l'UE, avec 8,3%.



La France se classe ainsi 29^{ème} sur les 35 pays de l'OCDE ayant publié des chiffres²...

Ici encore, ce sous-investissement révèle une tendance de fond, pointée depuis dans l'édition Regards de l'OCDE en 2021³ : « La France dépense un peu plus que la moyenne OCDE pour chaque élève : 11 201 \$ contre 10 454 \$ pour l'OCDE en 2018. Mais un seul grand pays développé dépense moins : le Japon (10 185\$). Tous les autres grands pays développés dépensent plus. Ainsi l'Allemagne consacre 12 791\$ par élève, le Royaume Uni 12 245, l'Italie 11 202 (un dollar de plus !), les Etats Unis 14 009\$. Selon Regards sur

l'éducation (OCDE), la France fait partie des pays où la dépense d'éducation a le moins augmenté tout au long des années 2010. De 2012 à 2018, sa dépense par élève du primaire à la fin du second degré a augmenté de 0.5% par an. C'est trois fois moins que la moyenne de l'OCDE (1.6%) ou que la moyenne européenne (1.4%). En Allemagne, la dépense d'éducation augmente deux fois plus vite (0.9%), au Royaume Uni et aux Etats-Unis trois fois (1.3%), en Italie 4 fois plus vite ».

En revanche, la France occupe toujours les 1ères places dans la stigmatisation des précaires et dans la reproduction des inégalités à l'école... Le gouvernement semble en effet plus enclin à réduire les droits des étranger.es, des chômeur.euses (rappelons qu'il y a officiellement 10 demandeur.euses pour 1 offre vacante⁴), des personnes au RSA (qui doivent désormais faire 15h d'activité/semaine⁵...) à gouverner de façon non-démocratique (49-3, non-respect du résultat des urnes...) qu'à lutter contre les injustices et l'évasion fiscale qui reste estimée à 80-100 Milliards/an en France...Autant de moyens qui font défaut aux services publics et à la protection sociale. Plus que jamais, d'autres choix socio-économiques doivent s'imposer en 2025.

¹ Dépenses d'éducation, Portrait social de la France, Insee, Novembre 2024

² OCDE, Regards sur l'éducation 2024, indicateur C4.1

³ Reprises des chiffres de L'Ocde par F.Jarraud, Café péda, Juillet 2023

⁴ Selon France-Travail, il y a avait au 3ème trimestre 2024 : 5 400 600 demandeurs d'emploi pour 520 000 emplois vacants.

⁵ <u>Les quatre impasses du RSA sous conditions, désormais généralisé</u>, Alternatives économiques, 06-01-2025